

leurs institutions gouvernementales. L'expérience aurait peut-être de grands effets sur les attitudes, sur les paroles et sur le style dans nos débats, surtout si nous avons le sentiment d'entrer ainsi dans les foyers des Canadiens.

J'aimerais rappeler un souvenir personnel; au temps où je présidais l'Assemblée générale des Nations Unies, je griffonnais, comme d'habitude, en écoutant le long discours d'un délégué. Je ne sais ce que feraient les caméras de télévision dans cette Chambre mais, à l'époque, les caméras pouvaient prendre de gros plans de loin. Or pendant que j'étais assis là, griffonnant, je reçus la note d'un de nos délégués qui suivait les délibérations télévisées dans le salon des délégués. Il m'écrivait: «la caméra de télévision est braquée sur votre main; tenez-vous-en à vos dessins géométriques.» Nous devons peut-être nous montrer plus prudents si nous avons la télévision à la Chambre; peut-être devrions-nous commencer au comité des affaires extérieures.

Le très hon. M. Diefenbaker: Est-ce là seulement qu'on griffonne?

M. Knowles: L'esprit de géométrie n'y règne pas.

Le très hon. M. Pearson: Ainsi, les Canadiens auraient une meilleure idée de nos débats et des problèmes et difficultés qu'entraîne l'administration de ce vaste pays en cette ère d'évolution rapide et très complexe.

Je terminerai en disant simplement un mot sur un aspect des affaires internationales. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) aura peut-être l'occasion de participer au débat, il pourra alors traiter ces questions d'une manière plus approfondie. Mon très honorable ami a dit que l'un des sujets qui aurait pu faire l'objet d'un amendement—j'espère que je le cite fidèlement—c'était notre neutralité pusillanime au sujet du Vietnam. Qui n'est pas neutre est engagé; on peut laisser de côté l'adjectif pusillanime. Lorsqu'on s'engage, il faut appuyer un côté ou l'autre. Nous n'aurions pas, je crois, de meilleures chances de travailler pour la cause de la paix si nous adoptions une attitude militante, à titre de gouvernement qui assume ses responsabilités, pour un côté ou l'autre dans la situation dangereuse et particulièrement complexe qui règne au Vietnam. Car c'est une situation dangereuse; elle cause plus de soucis aujourd'hui que jamais depuis l'époque où je m'efforce d'en suivre le déroulement. La situation actuelle rend plus difficile aux initiatives diplomatiques d'aboutir à des négociations et à la paix, et je dirais que personne, dans le monde occidental, n'a plus cherché à susciter

[Le très hon. M. Pearson]

des négociations pour la paix que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. (*Applaudissements*)

• (5.30 p.m.)

Si c'est là notre objectif—et, bien entendu, c'est notre objectif de faire ce que nous pouvons avec les moyens à notre disposition—je ne pense pas qu'en qualité de gouvernement responsable il serait sage ou souhaitable ou nécessaire pour nous de condamner publiquement ou de proclamer publiquement. Il vaut mieux pour nous, je pense, de jouer notre rôle à titre de membre de la Commission internationale et de la communauté internationale et de travailler tranquillement, non pas d'une façon spectaculaire mais d'une manière aussi efficace que possible, à aider à mettre fin aux hostilités, et à travailler aussi à titre d'ami sûr et de bon voisin des États-Unis d'Amérique, ce qui ne nous empêche pas d'exprimer notre opinion lorsqu'il y va de notre devoir évident et inévitable de le faire, peu importe notre responsabilité comme gouvernement. Mais je pense que l'obligation ne s'impose pas à moins d'être inévitable, car autrement nous ne pourrions agir, je pense, de manière à ce que nos propositions soient écoutées par le gouvernement des États-Unis lorsque nous les présentons en empruntant la voie de la diplomatie.

J'éprouve, comme beaucoup d'autres, une inquiétude croissante au sujet du Vietnam en lisant le compte rendu de la situation indiquant que les possibilités de négociations se sont éloignées et qu'une victoire rapide ou une solution militaire sont impossibles.

M. Herridge: Bravo.

Le très hon. M. Pearson: Par conséquent, la situation internationale devient plus dangereuse. Certes, je n'ai pas de commentaire à faire sur les conséquences—à l'égard des États-Unis eux-mêmes—d'une lutte militaire prolongée. Si les combats se poursuivent, ils risquent, selon moi, de s'étendre. Je crois que nous employons actuellement le mot «escalade». Celle-ci doit aboutir à une menace croissante d'augmentation et d'extension des combats, ce qui signifie, de toute manière, la destruction du peuple vietnamien où qu'il soit.

Cela signifierait aussi, si mon analyse est exacte, l'engagement indéfini des États-Unis d'Amérique au Vietnam, au point de vue militaire et politique, avec tout ce que cela sous-entend. Cela pourrait signifier la continuation de la guerre froide en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique et l'URSS, au moment où cela semble être le seul obstacle majeur à une amélioration de la guerre froide. S'il en est ainsi, tout espoir de détente entre l'Est et